

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	5
Les auteurs	11
Avertissement	13
Remerciements	13
Introduction	15

LIVRE I

DROIT EUROPÉEN DES SOCIÉTÉS ET DES MARCHÉS FINANCIERS

TITRE 1. INTRODUCTION	25
CHAPITRE 1. DÉFINITION	27
CHAPITRE 2. RÔLE DU DROIT EUROPÉEN	29
CHAPITRE 3. TYPLOGIE	39
Section I. Personnalité	39
Section II. Nationalité	39
Section III. Forme	43
Section IV. Sociétés cotées	45
Section V. Taille	46
Section VI. Entité d'intérêt public	47
Section VII. Groupes	48
Section VIII. Entreprises exerçant une activité spécifique	50
Section IX. Régime fiscal	51

CHAPITRE 4. CONCEPTS RÉGULATEURS	53
Section I. Non-discrimination	53
Section II. Abus de droit	53
Section III. Image fidèle	54
CHAPITRE 5. ENTREPRISES PUBLIQUES EUROPÉENNES	55
TITRE 2. HARMONISATION	57
CHAPITRE 1. FORMATION	59
Section I. Publicité	59
§1. DIGITALISATION.....	59
§2. SOCIÉTÉS NATIONALES.....	59
§3. SUCCURSALES DE SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.....	61
A. SUCCURSALES DE SOCIÉTÉS D'AUTRES ÉTATS MEMBRES.....	61
B. SUCCURSALES DE SOCIÉTÉS DES PAYS TIERS.....	63
Section II. Solennité	63
Section III. Associés	64
Section IV. Contenu	65
Section V. Apports et Capital	66
§1. CAPITAL MINIMUM.....	66
§2. APPORTS EN ESPÈCES.....	66
§3. APPORTS EN NATURE.....	66
§4. QUASI-APPORTS.....	67
Section VI. Nullité	68
CHAPITRE 2. GESTION ET SURVEILLANCE	71
Section I. Représentation	71
§1. SOCIÉTÉ EN FORMATION.....	71
§2. SOCIÉTÉ EN FONCTIONNEMENT.....	72
Section II. Administration	72
§1. STRUCTURE.....	73
§2. CONFLITS D'INTÉRÊTS.....	73
§3. RESPONSABILITÉ.....	74
§4. RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE SOCIÉTÉS COTÉES.....	74
§5. RÉVOCATION DES ADMINISTRATEURS.....	75
§6. MESURES DE CRISE.....	75

CHAPITRE 3. ACTIONS ET ASSEMBLÉES GÉNÉRALES	77
§1. ACTIONS.....	77
§2. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE SOCIÉTÉS COTÉES.....	77
A. ACTIONNAIRES.....	79
B. DROIT DE PARTICIPER AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.....	79
C. PRÉPARATION DE L'ASSEMBLÉE.....	79
D. DROIT DE METTRE DES POINTS À L'ORDRE DU JOUR ET PROJETS DE RÉSOLUTION.....	81
E. PARTICIPATION ÉLECTRONIQUE.....	81
F. QUESTIONS.....	82
G. VOTE PAR CORRESPONDANCE.....	82
H. VOTE PAR PROCURATION.....	83
I. RÉSULTAT DU VOTE.....	83
CHAPITRE 4. CAPITAL, COMPTES ET CONTRÔLE	85
Section I. Intégrité du capital	85
§1. DISTRIBUTIONS.....	85
A. BÉNÉFICE DISTRIBUTABLE.....	85
B. ACOMPTES SUR DIVIDENDES.....	86
§2. PERTES IMPORTANTES.....	86
§3. OPÉRATIONS SUR ACTIONS PROPRES.....	86
A. SOUSCRIPTION D'ACTIONS PROPRES.....	87
B. ACQUISITION D'ACTIONS PROPRES.....	87
C. FINANCEMENT DE L'ACQUISITION D'ACTIONS PROPRES.....	89
D. PRISE EN GAGE D'ACTIONS PROPRES.....	90
E. PARTICIPATIONS RÉCIPROQUES.....	90
Section II. Comptes et contrôle	92
§1. ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS.....	92
§2. COMPTES CONSOLIDÉS.....	94
§3. CONTRÔLE.....	96
Section III. Information sur les sociétés cotées	98
§1. INFORMATION PÉRIODIQUE.....	98
§2. INFORMATION CONTINUE.....	98
CHAPITRE 5. RÉORGANISATIONS	99
Section I. Augmentation du capital	99
§1. PROCÉDURE.....	99
§2. DROIT DE SOUSCRIPTION.....	100
§3. DÉROGATIONS FAVORISANT L'ACTIONNARIAT DES TRAVAILLEURS.....	102
Section II. Réduction du capital	102
§1. RÉDUCTION ORDINAIRE.....	102

§2. COMPENSATION DE PERTES.....	103
§3. AMORTISSEMENT DU CAPITAL.....	104
§4. RETRAIT FORCÉ	104
§5. RACHAT D' ACTIONS RACHETABLES.....	105
Section III. Dérogations en cas de crise financière ou en cas de difficultés financières de l'entreprise	105
Section IV. Modification du contrôle	106
§1. ACQUISITION ET CESSON D'UNE PARTICIPATION IMPORTANTE DANS UNE SOCIÉTÉ COTÉE.....	107
§2. OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION	108
Section V. Fusions et scissions	110
§1. FUSIONS.....	112
A. NOTIONS.....	112
B. PROCÉDURE	113
C. PROTECTION DES INTÉRESSÉS	117
D. NULLITÉ	117
§2. FUSIONS TRANSFRONTALIÈRES	118
A. SOCIÉTÉS CONCERNÉES	118
B. PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS.....	119
C. PROCÉDURE	119
D. CONTRÔLE ET EFFETS	121
E. TRANSPOSITION	121
§3. SCISSIONS	121
§4. SCISSIONS TRANSFRONTALIÈRES DE SOCIÉTÉS DE CAPITAUX.....	124
§5. APPORTS D'UNIVERSALITÉ.....	124
Section VI. Transformation interne	125
Section VII. Déplacement du siège	125
Section VIII. Transformation transfrontalière	126
CHAPITRE 6. SANCTIONS	129
TITRE 3. SOCIETAS EUROPAEA	131
CHAPITRE 1. FORMATION	133
Section I. Publicité et personnalité	133
Section II. Solennité	133
Section III. Associés	134
Section IV. Contenu de l'acte et modes de constitution	135
§1. TRANSFORMATION	135

§2. FUSION.....	136
§3. CONSTITUTION DE HOLDING.....	137
§4. CONSTITUTION DE FILIALE.....	138
Section V. Apports et capital	138
CHAPITRE 2. GESTION ET SURVEILLANCE	139
Section I. Représentation	139
§1. SOCIÉTÉ EN FORMATION.....	139
§2. SOCIÉTÉ EN FONCTIONNEMENT.....	139
Section II. Administration	139
§1. STRUCTURE.....	139
A. SYSTÈME DUALISTE.....	140
B. SYSTÈME MONISTE.....	140
C. RÈGLES COMMUNES.....	141
D. RESPONSABILITÉ.....	142
Section III. Assemblée générale	142
CHAPITRE 3. IMPLICATION DES TRAVAILLEURS	145
CHAPITRE 4. ACTIONS	147
CHAPITRE 5. COMPTES ET CONTRÔLE	149
CHAPITRE 6. RÉORGANISATIONS	151
Section I. Transfert du siège	151
Section II. Transformation	152
Section III. Dissolution, liquidation, insolvabilité et cessation des paiements	152
CHAPITRE 7. ENTRÉE EN VIGUEUR	155
TITRE 4. SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE EUROPÉENNE	157
CHAPITRE 1. FORMATION	159
Section I. Publicité et personnalité	159
Section II. Solennité	159
Section III. Membres	160
§1. ACQUISITION DE LA QUALITÉ DE MEMBRE.....	160
§2. PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE ET CONSÉQUENCES PÉCUNIAIRES.....	161

Section IV. Contenu de l'acte et modes de constitution	162
§1. CONTENU DE L'ACTE	162
§2. MODES DE CONSTITUTION	163
A. CONSTITUTION DIRECTE	163
B. FUSION	163
C. TRANSFORMATION	163
Section V. Apports et capital	164
CHAPITRE 2. GESTION ET SURVEILLANCE	165
Section I. Représentation	165
§1. SOCIÉTÉ EN FORMATION	165
§2. SOCIÉTÉ EN FONCTIONNEMENT	165
Section II. Administration	166
§1. STRUCTURE	166
A. SYSTÈME DUALISTE	166
B. SYSTÈME MONISTE	167
C. RÈGLES COMMUNES	167
§2. RESPONSABILITÉ	168
Section III. Assemblées générales et de branches ou sections	169
CHAPITRE 3. IMPLICATION DES TRAVAILLEURS	171
CHAPITRE 4. PARTS ET TITRES	173
CHAPITRE 5. RÉSULTAT, COMPTES ET CONTRÔLE	175
Section I. Affectation du résultat	175
Section II. Comptes et contrôle	175
CHAPITRE 6. RÉORGANISATIONS	177
Section I. Transfert du siège	177
Section II. Transformation	178
Section III. Dissolution, liquidation, insolvabilité et cessation des paiements	178
CHAPITRE 7. ENTRÉE EN VIGUEUR	181

LIVRE II DROIT BELGE

TITRE 1. PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT DES SOCIÉTÉS	185
CHAPITRE 1. SOURCES LÉGISLATIVES DU DROIT DES SOCIÉTÉS	187
Section I. De la loi du 18 mai 1873 à la réforme de 2019	187
§1. LES LOIS COORDONNÉES.....	187
A. LA LOI DU 18 MAI 1873.....	187
B. LES LOIS MODIFICATIVES DE LA LOI DU 18 MAI 1873.....	188
C. LES LOIS COORDONNÉES SUR LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES DE 1935.....	188
D. LES LOIS MODIFICATIVES DES LOIS COORDONNÉES SUR LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES.....	188
§2. LES RÉGLEMENTATIONS PARALLÈLES.....	191
A. LA LÉGISLATION COMPTABLE.....	191
B. LA LÉGISLATION FINANCIÈRE.....	191
C. LA LÉGISLATION EN MATIÈRE DE REGISTRE DU COMMERCE.....	193
§3. LE CODE DES SOCIÉTÉS ET AUTRES LÉGISLATIONS.....	193
A. LE CODE DES SOCIÉTÉS.....	193
B. LES LOIS MODIFICATIVES DU CODE DES SOCIÉTÉS.....	195
1. La <i>Corporate Governance</i> et la loi du 2 août 2002 dite de « <i>Corporate Governance</i> ».....	195
2. La loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce et création de guichets-entreprises agréés.....	198
3. La loi du 15 avril 2018 portant réforme de l'entreprise.....	199
4. Lois diverses en droit interne.....	199
5. Influence du droit européen.....	201
SECTION II. Le Code des sociétés et des associations (ci-après « CSA »)	203
§1. LIGNES DE FORCE.....	203
§2. STRUCTURE.....	204
CHAPITRE 2. CONCEPT DE SOCIÉTÉ	205
Section I. Définition	205
Section II. Nature juridique de la société : les tentatives de théorisation	206
Section III. Sociétés et associations	208
CHAPITRE 3. CATÉGORIES DE SOCIÉTÉS	213
Section I. Sociétés dotées de la personnalité juridique et société sans personnalité juridique	213
§1. SOCIÉTÉ SANS PERSONNALITÉ JURIDIQUE.....	213
§2. LES SOCIÉTÉS DOTÉES DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE.....	214

Section II. Sociétés de personnes et sociétés de capitaux	214
§1. SOCIÉTÉS DE PERSONNES.....	215
§2. SOCIÉTÉS DE CAPITAUX	215
§3. SOCIÉTÉS HYBRIDES.....	216
Section III. Sociétés cotées	216
Section IV. Sociétés isolées et sociétés appartenant à un groupe	218
Section V. Petites et microsociétés	219
 CHAPITRE 4. L'ACTE DE SOCIÉTÉ	 221
Section I. Définition	221
Section II. Forme de l'acte	221
Section III. Conditions générales de validité	222
§1. ACTE JURIDIQUE	222
§2. CAPACITÉ.....	223
§3. ABSENCE DE VICES DE CONSENTEMENT	224
§4. OBJET ET CAUSE	224
Section IV. Conditions spécifiques	226
§1. PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES ET CONTRIBUTION AUX PERTES	226
A. PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES.....	226
1. Principe.....	226
2. Exception : la société coopérative agréée comme entreprise sociale	227
B. CONTRIBUTION AUX PERTES	227
C. LIMITE : L'INTERDICTION DES CLAUSES LÉONINES	228
§2. LES APPORTS.....	229
A. TYPES D'APPORTS.....	230
B. MODALITÉS DE RÉALISATION DES APPORTS	231
1. Apport en propriété.....	232
2. Apport en jouissance	233
C. LIBÉRATION DES APPORTS	234
D. TRANSFERT DES RISQUES.....	235
§3. UNE ORGANISATION ÉCONOMIQUE AYANT UN INTÉRÊT PROPRE.....	235
A. INTÉRÊT SOCIAL	235
B. DROITS FONDAMENTAUX DES ASSOCIÉS	237
§4. L' <i>AFFECTIO SOCIETATIS</i>	238
Section V. Nullité du contrat de société	239
§1. SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE, SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE ET SOCIÉTÉ ANONYME	239
§2. SOCIÉTÉ SIMPLE, SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF ET SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	239
A. ANNULATION POUR VIOLATION DE CONDITIONS DE FOND	239
B. ANNULATION POUR VIOLATION DE CONDITIONS DE FORME.....	239

C. ANNULLATION DE LA SOCIÉTÉ À LA SUITE DE L'ANNULATION DE L'ENGAGEMENT D'UN ASSOCIÉ.....	240
D. CLAUSES LÉONINES	240
§3. DÉCISION JUDICIAIRE.....	240
CHAPITRE 5. LA PERSONNALITÉ MORALE	243
Section I. Notion de personnalité morale.....	243
§1. ACQUISITION ET PERTE DE LA PERSONNALITÉ MORALE.....	243
§2. SOCIÉTÉ EN FORMATION	244
§3. SPÉCIALITÉ LÉGALE ET SPÉCIALITÉ STATUTAIRE	247
A. LA SPÉCIALITÉ LÉGALE	248
B. LA SPÉCIALITÉ STATUTAIRE	249
Section II. Attributs de la personnalité morale	249
§1. LE PATRIMOINE SOCIAL	250
§2. REPRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ PAR SES ORGANES.....	251
A. PRINCIPE	251
B. COMPARUTION DE LA SOCIÉTÉ EN JUSTICE.....	253
C. RESPONSABILITÉS	253
1. Responsabilité des organes	253
2. Responsabilité de la société.....	255
3. Responsabilité pénale	256
§3. DÉNOMINATION	256
§4. SIÈGE	258
§5. « NATIONALITÉ » DE LA SOCIÉTÉ	260
CHAPITRE 6. LA RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS.....	265
Section I. Présentation du régime.....	265
§1. RESPONSABILITÉ CIVILE ET RESPONSABILITÉ PÉNALE.....	265
§2. RÉGIME COMMUN APPLICABLE À TOUTES LES PERSONNES MORALES	266
§3. CHAMP D'APPLICATION ET EXCLUSIONS	266
§4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	267
§5. RESPONSABILITÉ DU REPRÉSENTANT PERMANENT.....	268
§6. LA DÉCHARGE ET SES EFFETS	269
Section II. Les régimes de responsabilité	269
§1. LA FAUTE DE GESTION.....	270
A. LA FAUTE.....	270
1. Principe.....	270
2. Les débiteurs de la réparation – responsabilité individuelle ou solidaire	271
3. Appréciation marginale.....	272
4. Applications.....	275

B. LE DOMMAGE	276
C. LE LIEN DE CAUSALITÉ	277
§2. LA VIOLATION DU CODE OU DES STATUTS	277
A. LA FAUTE	277
1. Appréciation	277
a) Violation des statuts	278
b) Violation du Code	278
c) Les débiteurs de la réparation – Responsabilité solidaire	279
d) Pouvoir d’appréciation du juge.....	279
2. Applications.....	280
B. LE DOMMAGE	283
C. LE LIEN DE CAUSALITÉ	284
1. La procédure de sonnette d’alarme.....	284
2. Le non-respect des formalités de dépôt des comptes annuels à la Banque nationale de Belgique (article 3:10, alinéa 3)	285
§3. LA FAUTE DE GESTION GRAVE ET CARACTÉRISÉE	286
A. LA FAUTE	286
1. Responsabilité personnelle, avec ou sans solidarité, de tout ou partie des dettes sociales en cas de faillite.....	286
2. Responsabilité personnelle et solidaire pour la totalité ou une partie des cotisations sociales en cas de faillite	289
3. Les débiteurs de la réparation	290
B. LE DOMMAGE	290
C. LE LIEN DE CAUSALITÉ	291
§4. LA FAUTE AQUILIENNE.....	292
A. LA FAUTE	292
1. Principe.....	292
2. Les débiteurs de la réparation	293
3. Applications.....	293
4. Le rapport entre la faute aquilienne et la faute de gestion	294
B. LE DOMMAGE	297
C. LE LIEN DE CAUSALITÉ	297
Section III. La limitation de la responsabilité des administrateurs	297
§1. CHAMP D’APPLICATION	297
§2. EXCLUSIONS DE LA LIMITATION DE RESPONSABILITÉ	300
§3. SEUILS ET MONTANTS MAXIMAUX À L’ÉGARD DESQUELS LA RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS EST LIMITÉE	301
§4. INTERDICTION DES CLAUSES D’EXONÉRATION OU DE GARANTIE.....	302
Section IV. L’action en responsabilité	303
§1. TITULAIRES DE L’ACTION	303
A. LA SOCIÉTÉ	303

B. LES CRÉANCIERS.....	305
C. L'ACTIONNAIRE.....	307
D. LE CURATEUR.....	307
§2. JURIDICTION COMPÉTENTE.....	309
§3. PRESCRIPTION.....	310
§4. DISPOSITION TRANSITOIRE – APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS.....	310
CHAPITRE 7. RÉOLUTION DES CONFLITS INTERNES ET CESSIONS FORCÉES DE TITRES.....	313
Section I. Introduction	313
Section II. L'exclusion judiciaire	317
§1. TITULAIRES DE L'ACTION.....	317
§2. LES JUSTES MOTIFS.....	319
§3. LA PROCÉDURE.....	325
Section III. Le retrait judiciaire	329
§1. LES TITULAIRES DE L'ACTION.....	330
§2. LES JUSTES MOTIFS.....	330
§3. LA PROCÉDURE.....	336
Section IV. L'offre de reprise, cession forcée de titres	338
CHAPITRE 8. DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ.....	341
Section I. Dissolution	341
§1. CAUSES DE DISSOLUTION COMMUNES À TOUTES LES SOCIÉTÉS.....	341
A. DISSOLUTION DE PLEIN DROIT.....	341
1. Arrivée du terme statutaire.....	341
2. Arrivée d'une condition résolutoire.....	342
3. Faillite.....	342
B. DISSOLUTION PAR LA VOLONTÉ DES ASSOCIÉS OU PAR DÉCISION JUDICIAIRE.....	343
1. Dissolution par la volonté des associés.....	343
2. Dissolution judiciaire.....	343
a) Dissolution pour justes motifs.....	343
b) Annulation de la société.....	345
c) Dissolution judiciaire des sociétés inactives.....	345
d) Dissolution comme sanction pénale.....	346
§2. CAUSES DE DISSOLUTION PROPRES À CERTAINES SOCIÉTÉS DE PERSONNES.....	346
A. RÉUNION DE TOUTES LES PARTS ENTRE LES MAINS D'UN ASSOCIÉ.....	346
B. RENONCIATION NOTIFIÉE PAR L'UN DES ASSOCIÉS.....	347
C. CAUSES PERSONNELLES À UN ASSOCIÉ.....	347
§3. CAUSES DE DISSOLUTION PROPRES AUX SOCIÉTÉS ANONYMES, AUX SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE OU COOPÉRATIVES.....	347

A.	PERTES GRAVES SUBIES PAR CES SOCIÉTÉS (PROCÉDURE DITE DE SONNETTE D'ALARME)	347
B.	DIMINUTION DE L'ACTIF NET SOUS LE CAPITAL MINIMUM À LIBÉRER DE LA SOCIÉTÉ ANONYME.....	348
§4.	CAUSES DE DISSOLUTION PROPRES AUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES	348
A.	PERTE DE LA SPÉCIALITÉ.....	348
B.	USURPATION D'AGRÉMENT	348
§5.	CAUSE DE DISSOLUTION PROPRE AUX SOCIÉTÉS (COOPÉRATIVES) EUROPÉENNES.....	348
Section II.	Liquidation	349
§1.	NOTION.....	349
§2.	PROCÉDURE DE LIQUIDATION	350
A.	SURVIE FICTIVE	350
B.	LIQUIDATION SANS LIQUIDATEUR	352
1.	Dissolution volontaire suivie de la clôture immédiate de la liquidation	352
2.	Dissolution judiciaire avec clôture immédiate de la liquidation	353
C.	LIQUIDATION AVEC LIQUIDATEUR	353
1.	Fonctionnement de la société en liquidation	354
2.	Règlement des créanciers	355
a)	« Concours des créanciers »	355
b)	Liquidation et faillite	358
c)	Créanciers ayant un sort distinct.....	359
3.	Attributions aux associés.....	360
a)	Droits dans la répartition.....	360
b)	« Partage » en nature.....	361
c)	Rachat d'actions.....	361
D.	CLÔTURE.....	362
1.	Procédure.....	362
2.	Effets	363
a)	Fin de la personnification.....	363
b)	Droits restant aux créanciers	364
i.	Mise en faillite.....	364
ii.	Annulation du vote de clôture	364
iii.	Actions contre le liquidateur – Survie passive.....	364
iv.	Sociétés inactives	365
§3.	LES LIQUIDATEURS.....	365
A.	CHOIX DES LIQUIDATEURS	365
B.	MISSION DES LIQUIDATEURS	368
C.	POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.....	369
D.	POUVOIRS DE PLANO	370
E.	ACTES À AUTORISER	371
F.	RESPONSABILITÉ DES LIQUIDATEURS.....	372
§ 4.	RÉOUVERTURE DE LA LIQUIDATION	374

CHAPITRE 9. LA NULLITÉ DES DÉCISIONS D'ORGANES, DES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES OBLIGATAIRES ET DES VOTES	377
Section I. La nullité des décisions d'organes et des décisions de l'assemblée générale des obligataires	377
§1. CHAMP D'APPLICATION	378
§2. MOTIFS	379
A. IRRÉGULARITÉS DE FORME AYANT PU INFLUENCER LA DÉLIBÉRATION OU LE VOTE, OU COMMISES DANS UNE INTENTION FRAUDULEUSE (ART. 2:42, 1°)	379
B. ABUS DE DROIT, ABUS, EXCÈS OU DÉTOURNEMENT DE POUVOIR (ART. 2:42, 2°)	381
C. EXERCICE DE DROITS DE VOTE SUSPENDUS (ART. 2:42, 3°)	387
D. « POUR TOUTE AUTRE CAUSE PRÉVUE PAR LE PRÉSENT CODE » (ART. 2:42, 4°)	387
Section II. La nullité des votes et abus de minorité	388
Section III. La procédure et les effets de la nullité	389
TITRE 2. COMPTES, RAPPORTS ET CONTRÔLE DES COMPTES	395
CHAPITRE 1. COMPTES ET RAPPORTS DE GESTION	397
Section I. Comptes sociaux	398
§1. COMPTES ANNUELS	398
§2. RAPPORT DE GESTION	400
§3. ANNEXE	404
Section II. Comptes consolidés	405
§1. NOTION	405
§2. OBLIGATION DE CONSOLIDATION	406
§3. CONTENU	407
CHAPITRE 2. CONTRÔLE DES COMPTES	409
Section I. Généralités	409
Section II. Nomination	411
§1. OBLIGATION DE NOMINATION	411
§2. POUVOIR DE NOMINATION	411
§3. INDÉPENDANCE	412
A. RÈGLE COMMUNE	412
B. RÈGLES SPÉCIFIQUES AUX ENTITÉS D'INTÉRÊT PUBLIC	414
§4. DURÉE ET FIN DU MANDAT	415
A. DURÉE	415
B. DÉMISSION	416
C. RÉVOCATION	416

D. INFORMATION DU COLLÈGE DE SUPERVISION DES RÉVISEURS D'ENTREPRISES.....	417
E. PÉRIODE DE VIDUITÉ.....	417
F. RÉMUNÉRATION.....	417
Section III. Les réviseurs d'entreprises	419
Section IV. Responsabilité	419
Section V. Contrôle des comptes annuels et des comptes consolidés	421
Section VI. Contrôle de régularité des opérations	423
Section VII. Fonction d'alerte à l'égard des entreprises en difficultés	426
§1. MISSION D'ALERTE DU COMMISSAIRE.....	426
§2. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	428
TITRE 3. SOCIÉTÉ SIMPLE, SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF ET SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	429
CHAPITRE 1. INTRODUCTION	431
CHAPITRE 2. SOCIÉTÉ SANS PERSONNALITÉ JURIDIQUE	433
Section I. Objet	433
Section II. Caractéristiques	434
§1. RECONNAISSANCE EN TANT QU'ENTREPRISE.....	434
§2. DISCRÉTION.....	435
§3. ABSENCE DE CAPACITÉ JURIDIQUE.....	436
§4. PATRIMOINE.....	438
§5. TENUE D'UNE COMPTABILITÉ.....	439
§6. RESPONSABILITÉ PERSONNELLE DES ASSOCIÉS.....	439
§7. <i>INTUITU PERSONAE</i>	440
Section III. Conditions de validité	440
Section IV. Conditions de forme	441
Section V. Preuve	441
Section VI. Fonctionnement	442
§1. ASSEMBLÉE (POUVOIR DE DÉLIBÉRATION).....	442
§2. GESTION (POUVOIR DE GESTION).....	443
A. GESTION PAR LES ASSOCIÉS.....	443
B. GESTION PAR LE(S) GÉRANT(S).....	444
C. GESTION (POUVOIR DE REPRÉSENTATION).....	444
Section VII. Retrait et exclusion d'un associé	445
§1. RETRAIT ET EXCLUSION.....	445
§2. RÉOLUTION JUDICIAIRE PARTIELLE.....	445

Section VIII. Dissolution et liquidation	445
§1. DISSOLUTION.....	446
A. DISSOLUTION D'OFFICE.....	446
1. Expiration du terme.....	446
2. Extinction de la chose ou consommation de la négociation.....	446
3. Éléments affectant l' <i>intuitu personae</i>	446
4. Réalisation d'une condition résolutoire.....	446
5. Associé unique.....	446
B. DISSOLUTION VOLONTAIRE.....	446
C. DISSOLUTION JUDICIAIRE.....	447
§2. LIQUIDATION.....	447
 CHAPITRE 3. SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF ET SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	 449
Section I. Société en nom collectif	449
§1. CONTEXTE HISTORIQUE.....	449
§2. DÉFINITION.....	450
§3. CARACTÉRISTIQUES.....	451
A. SOCIÉTÉ DE PERSONNES.....	451
B. PERSONNALITÉ JURIDIQUE.....	452
C. DÉNOMINATION SOCIALE ET SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ.....	453
D. RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE DES ASSOCIÉS.....	454
E. BÉNÉFICES ET PERTES.....	455
F. PATRIMOINE SOCIAL.....	456
§4. CONDITIONS DE VALIDITÉ.....	456
A. CONDITION DE FOND.....	456
B. CONDITIONS DE FORME.....	456
§5. FONCTIONNEMENT.....	457
A. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ASSOCIÉS.....	457
B. GESTION.....	458
§6. CESSIION DE PARTS.....	460
§7. COMPTES ANNUELS ET PUBLICITÉ DES COMPTES.....	461
§8. LIQUIDATION ET DISSOLUTION.....	462
Section II. Société en commandite	463
§1. NOTION.....	463
§2. HISTORIQUE.....	463
§3. CARACTÉRISTIQUES.....	464
§4. APPORT DU COMMANDITAIRE.....	465
A. NATURE DE L'APPORT.....	465
B. LE COMMANDITAIRE N'EST PAS UNE ENTREPRISE.....	465

C. L'APPORT DU COMMANDITAIRE, GAGE COMMUN DES CRÉANCIERS.....	465
D. ACTION DIRECTE ET ACTION OBLIQUE DES CRÉANCIERS SOCIAUX	466
§5. GÉRANCE.....	467
A. GESTION DU COMMANDITÉ	467
B. ÉTENDUE ET SANCTIONS DE L'IMMIXTION DU COMMANDITAIRE	467
1. Étendue	467
2. Sanction	468
§6. RÉPARTITION DES BÉNÉFICES ET DES PERTES.....	468
A. CLAUSES D'INTÉRÊTS FIXES	468
B. ACTION DIRECTE EN REMBOURSEMENT DES DIVIDENDES FICTIFS	468
§7. CESSIBILITÉ DES PARTS	469
Section III. Agrément en tant qu'entreprise agricole	469
TITRE 4. SOCIÉTÉ ANONYME	471
CHAPITRE 1. INTRODUCTION	473
Section I. La société anonyme demeure une société de capitaux	473
Section II. Évolution récente	477
CHAPITRE 2. CONSTITUTION	487
Section I. Conditions de fond	487
§1. MONTANT DU CAPITAL	487
A. CAPITAL MINIMUM.....	487
B. CAPITAL SUFFISANT ET PLAN FINANCIER.....	487
C. RESPONSABILITÉ POUR CAPITAL INSUFFISANT	490
§2. SOUSCRIPTION DU CAPITAL.....	492
A. INTÉGRALITÉ DE LA SOUSCRIPTION	492
1. Principe.....	492
2. Conséquences de la souscription intégrale	493
a) Les actions ne peuvent, en principe, être émises sous le pair.....	493
b) La société ne peut souscrire ses propres actions ni directement, ni par une société filiale, ni par un « prête-nom » (art. 7:5).....	493
c) Seuls peuvent être apportés des biens susceptibles d'évaluation économique.....	494
d) L'apport ne peut être fictif.....	495
B. ÉVALUATION DES APPORTS.....	495
1. Valeur conventionnelle des apports.....	496
2. Contrôle des apports en nature par un réviseur d'entreprises	497
3. Quasi-apports	499
a) Régime	499
b) Responsabilité	500

4. Absence de condition et validité des engagements	500
a) Condition	500
b) Capacité	501
c) Consentement	503
d) Cause	504
e) Souscriptions fictives ou simulées	504
5. Nature juridique de la souscription : controverse	505
§ 3. LIBÉRATION DU CAPITAL	508
A. LIBÉRATION INITIALE OBLIGATOIRE	508
B. APPELS DE FONDS SUBSÉQUENTS	510
Section II. Conditions de forme	516
§ 1. MODE DE CONSTITUTION ET MENTIONS DE L'ACTE CONSTITUTIF	516
§ 2. MANDATAIRES ET PORTE-FORT	518
Section III. Nullité	519
Section IV. Responsabilité des fondateurs	521
§ 1. FONDATEURS	521
§ 2. RESPONSABILITÉS	521
A. OBLIGATION DE GARANTIE	521
B. RESPONSABILITÉ PROPREMENT DITE	522
C. MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITÉ	523
CHAPITRE 3. LES TITRES ET LEUR TRANSFERT	525
Section I. Règles générales	525
§ 1. CATÉGORIES DE TITRES	525
§ 2. INDIVISIBILITÉ DES TITRES	526
Section II. Forme des titres	527
§ 1. TITRES NOMINATIFS	527
§ 2. TITRES DÉMATÉRIALISÉS	528
A. PRINCIPE	528
B. PROPRIÉTÉ DES TITRES DÉMATÉRIALISÉS ET MISE EN GAGE	530
C. REVENDICATION	531
D. SAISIE	531
E. EXERCICE DES DROITS SOCIAUX	532
Section III. Catégories de titres	532
§ 1. ACTIONS	532
A. DROITS ATTACHÉS À L'ACTION	533
1. Droits politiques	533
2. Droits financiers	535
3. Droits patrimoniaux	535

B.	CLASSE D' ACTIONS	536
1.	Actions privilégiées et actions ordinaires	536
2.	Actions sans droit de vote	536
a)	Principe.....	536
b)	Conditions.....	537
c)	Octroi du droit de vote	537
§2.	PARTS BÉNÉFICIAIRES	538
A.	NOTION.....	538
B.	DROITS DES PORTEURS DE PARTS BÉNÉFICIAIRES	539
C.	MOMENT DE L'ÉMISSION	539
§3.	OBLIGATIONS.....	540
A.	INTRODUCTION.....	540
B.	RÉGIME.....	540
1.	Définition et notions.....	540
a)	Définition.....	540
b)	Condition résolutoire	540
c)	Perte du bénéfice du terme.....	541
d)	Égalité des obligations d'une même émission.....	541
e)	Désignation d'un représentant des obligataires	541
f)	Nombre d'obligataires.....	541
g)	Rachat d'obligations par la société émettrice	542
2.	Forme des obligations.....	542
3.	Transfert des obligations.....	542
4.	Conseil d'administration et assemblée générale des actionnaires.....	542
5.	Libération des obligations.....	542
6.	Offre au public	543
7.	Participation à l'assemblée générale des actionnaires	543
C.	CLASSIFICATION DES OBLIGATIONS	543
1.	Classification selon les garanties offertes	543
a)	Obligations ordinaires	543
b)	Obligations subordonnées.....	543
c)	<i>Covered Bonds</i>	544
2.	Classification selon la forme des revenus produits	544
3.	Classification selon le taux d'émission et le taux de remboursement de l'obligation	545
4.	Classification selon les modalités de remboursement.....	545
D.	OBLIGATIONS CONVERTIBLES ET DROITS DE SOUSCRIPTION	545
1.	Définitions	545
2.	Utilité pratique.....	546
3.	Procédure d'émission.....	547
a)	Organe compétent pour décider de l'émission.....	547
b)	Procédure d'émission	547

c) Conditions de l'émission	548
d) Respect du droit de préférence	548
e) Titres sous-jacents à la conversion	548
f) Libération	549
g) Délais d'exercice	549
h) Augmentation du capital social	549
i) Procédure d'augmentation du capital social	549
j) Mesures anti-dilution	550
k) Mesures anti-OPA	550
4. Autres créations de la pratique	550
Section IV. Détenion et certification des titres	551
§1. LA PUBLICITÉ DES PARTICIPATIONS IMPORTANTES	551
§2. CERTIFICATION	552
A. NATURE ET OBJECTIFS	552
B. ENTITÉ ÉMETTRICE DES CERTIFICATS	553
C. COLLABORATION DE LA SOCIÉTÉ DONT LES ACTIONS SONT CERTIFIÉES	553
D. FORME DES CERTIFICATS	553
E. OBLIGATIONS DE L'ÉMETTEUR DE CERTIFICATS	553
F. DROITS DU TITULAIRE DE CERTIFICATS	554
Section V. Transferts de titres	555
§1. TRANSFERTS EN GÉNÉRAL	555
A. TRANSFERT ENTRE PARTIES ET OPPOSABILITÉ À LA SOCIÉTÉ ET AUX TIERS	555
B. LES CESSIONS D' ACTIONS NON ENTIÈREMENT LIBÉRÉES	555
§2. RESTRICTIONS À LA CESSION	556
A. RESTRICTIONS LÉGALES	556
1. Dispositions abrogées	556
2. Incessibilité temporaire des actions émises en faveur du personnel	556
3. Incessibilité temporaire d'actions nées de l'exercice de certains droits de souscription	557
B. RESTRICTIONS STATUTAIRES ET CONVENTIONNELLES	557
1. Introduction	557
2. Notions	558
a) Clauses expressément visées par le CSA	558
b) Clauses non expressément visées par le CSA	560
3. Régime des clauses expressément visées par le CSA	563
a) Titres et opérations visés	563
b) Actes visés	564
c) Dispositions propres aux clauses d'agrément et de préemption	564
d) Détermination du moment de la cession en cas d'application d'une clause d'agrément ou de préemption	565
e) Dispositions propres à la clause d'inaliénabilité	566

f) Contenu des clauses d'agrément et de préemption	567
g) Exclusion et retrait	568
h) Régime spécial applicable en cas d'offre publique d'acquisition	568
i) Sanctions applicables lorsqu'une clause ne respecte pas les dispositions légales	569
4. Opposabilité des clauses statutaires ou conventionnelles limitant la cessibilité des titres	569
§3. PRIX DE LA CESSION	571
A. L'EXIGENCE D'UN PRIX DÉTERMINÉ OU DÉTERMINABLE (ART. 1591 ET 1592 DU CODE CIVIL).....	571
B. LES CLAUSES D'AJUSTEMENT DE PRIX ET LES CLAUSES D'« EARN-OUT »	574
§4. GARANTIES LÉGALES ET CONVENTIONNELLES EN MATIÈRE DE CESSION D' ACTIONS	576
A. UNE PROTECTION INSUFFISANTE OFFERTE PAR LE DROIT COMMUN	576
1. Principe général	576
2. L'obligation d'information et la <i>culpa in contrabendo</i>	576
3. Le dol et la réticence dolosive	577
4. L'erreur-vice de consentement	578
5. Les garanties légales du vendeur	579
B. LES GARANTIES CONVENTIONNELLES DU VENDEUR DANS LES CONVENTIONS DE CESSION D' ACTIONS ...	580
1. Les notions de « déclarations » et de « garanties »	580
2. Autonomie des garanties contractuelles en matière de cession d'actions par rapport au régime de la responsabilité contractuelle.....	582
3. Les limites de la garantie conventionnelle des vendeurs.....	583
CHAPITRE 4. L'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ ANONYME.....	585
Section I. Le statut de l'administrateur.....	585
§1. GÉNÉRALITÉS	585
§2. CARACTÉRISTIQUES	586
A. FONCTION ÉLECTIVE	586
1. Principes	586
2. Conditions et capacités.....	587
3. Indépendance.....	587
4. Clauses statutaires.....	590
5. Incompatibilités et interdictions	590
6. Caractère temporaire de la désignation.....	591
B. FONCTION RÉMUNÉRÉE	595
1. Compétence de l'assemblée générale	595
2. Présomption de rémunération	596
3. Objectifs de rémunération.....	596
4. Types de rémunération.....	596
5. Sociétés cotées – comité de rémunération et rapport de rémunération	597
6. Sociétés cotées – encadrement de la rémunération variable et de l'indemnité de départ.....	599

C. FONCTION INDÉPENDANTE	601
D. STATUT SPÉCIFIQUE DE L'ADMINISTRATEUR PERSONNE MORALE	602
Section II. L'organe d'administration	604
§1. INTRODUCTION	604
§2. LE SYSTÈME MONISTE : UN CONSEIL D'ADMINISTRATION OU UN ADMINISTRATEUR UNIQUE	606
A. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	606
1. Composition	606
2. Pouvoirs	607
3. Fonctionnement	609
B. L'ADMINISTRATEUR UNIQUE	610
§3. LE SYSTÈME DUALISTE : UN CONSEIL DE SURVEILLANCE ET UN CONSEIL DE DIRECTION	612
A. SCISSION DES POUVOIRS D'ADMINISTRATION	612
B. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE	612
C. LE CONSEIL DE DIRECTION	614
§4. ORGANISATION DES POUVOIRS	615
A. RÉPARTITION DES TÂCHES	615
B. DÉLÉGATION DE LA GESTION JOURNALIÈRE	615
C. DÉLÉGATIONS PARTICULIÈRES	616
D. POUVOIR DE REPRÉSENTATION DANS L'ORDRE EXTERNE	617
Section III. Comités consultatifs	619
§ 1. COMITÉ D'AUDIT	620
A. INTRODUCTION	620
B. CHAMP D'APPLICATION	621
C. CONSTITUTION, COMPOSITION ET MÉTHODE DE TRAVAIL DU COMITÉ D'AUDIT	622
D. MISSIONS DU COMITÉ D'AUDIT	624
1. Suivi du contrôle légal des comptes et de l'information financière	624
2. Suivi du système de contrôle interne et de la gestion des risques	624
3. Nomination du commissaire et suivi de son indépendance	625
§ 2. COMITÉ DE RÉMUNÉRATION	626
A. INTRODUCTION	626
B. CHAMP D'APPLICATION	626
C. COMPOSITION	627
D. MISSIONS	627
E. MÉTHODE DE TRAVAIL	628
§ 3. COMITÉ DE NOMINATION	628
Section IV. Les conflits d'intérêts	628
§1. LES CONFLITS D'INTÉRÊTS DANS LE CHEF DES ADMINISTRATEURS	628
A. CHAMP D'APPLICATION	629
1. Nature de l'intérêt en cause	629
a) Intérêt opposé	629

b) Intérêt direct ou indirect	629
c) Intérêt de nature patrimoniale	630
2. Sociétés concernées	631
3. Organe visé	631
4. Décisions et opérations visées.....	632
5. Exceptions.....	632
a) Opérations intra-groupe	632
b) Opérations habituelles.....	633
6. Renforcement statutaire.....	633
B. PROCÉDURE	633
1. Système moniste (art. 7:96)	633
a) Déclarations de l'administrateur.....	633
b) Réunion du conseil d'administration	634
c) Information des actionnaires.....	634
2. Système dual (art. 7:115 et suivants)	634
a) Conflit d'intérêts au sein du conseil de surveillance (art. 7:115)	634
b) Conflit d'intérêts au sein du conseil de direction (art. 7:117)	635
3. Administrateur unique (art. 7:102 et suivants)	635
a) Administrateur unique – personne physique	635
b) Administrateur unique – personne morale	635
c) Administrateur unique – actionnaire unique	636
d) Réunion de l'assemblée générale, des autres administrateurs ou de l'administrateur unique également actionnaire unique.....	636
e) Information du commissaire	636
f) Information des actionnaires	636
C. NULLITÉ	636
D. RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS.....	637
1. En cas de non-respect de la procédure.....	637
2. En cas de respect de la procédure.....	637
§ 2. LES CONFLITS D'INTÉRÊTS AU SEIN DES SOCIÉTÉS COTÉES	638
A. BREF HISTORIQUE DE LA RÉGLEMENTATION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS DANS LES SOCIÉTÉS COTÉES ...	638
B. CHAMP D'APPLICATION	638
1. Sociétés visées	638
2. Décisions et opérations visées.....	639
a) Définition.....	639
b) Exceptions	640
3. Relations visées.....	640
a) Personnes liées autres que des filiales (art. 7:97, § 1 ^{er} , al. 1 ^{er} – 7:116, § 1 ^{er} , al. 1 ^{er} – 7:117, § 2)	640
b) Extension à certaines filiales (art. 7:97, § 1 ^{er} , al. 2 – 7:116, § 1 ^{er} , al. 2 – 7:117, § 2).....	641
c) Filiales non cotées (art. 7:97, § 1 ^{er} , al. 3 – 7:116, § 1 ^{er} , al. 3 – 7:117, § 2, al. 3).....	642

4. Organes visés	643
C. PROCÉDURE	643
1. Comité d'administrateurs indépendants	643
2. Experts indépendants.....	645
3. Réunion du conseil d'administration	645
4. Mission du commissaire.....	645
5. Publicité de la procédure.....	645
D. NULLITÉ.....	646
E. RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS.....	646
F. RAPPORT SPÉCIAL SUR LES RELATIONS DE GROUPE.....	646
CHAPITRE 5. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES.....	649
Section I. Introduction.....	649
Section II. Pouvoirs de l'assemblée générale	651
§1. LES TYPES D'ASSEMBLÉES ET LEURS PRÉROGATIVES	651
§2. LE RENFORCEMENT DES DROITS DES ACTIONNAIRES DE SOCIÉTÉS COTÉES	654
Section III. Les particularités de l'assemblée générale par écrit.....	656
§1. CONDITIONS.....	656
§2. FORMALITÉS DE CONVOCATION	658
§3. DATE.....	659
§4. INITIATIVE ET MODALITÉS PRATIQUES.....	660
Section IV. Préparation de l'assemblée générale	660
§1. POUVOIR DE CONVOCATION	661
A. L'ORGANE D'ADMINISTRATION.....	661
1. Convocations facultatives	661
2. Convocations obligatoires.....	661
B. LES COMMISSAIRES	662
C. LE LIQUIDATEUR.....	662
D. AUTRES PERSONNES	662
E. LES COURS ET TRIBUNAUX	662
§2. FORMALITÉS RELATIVES AUX CONVOCATIONS	663
A. L'AVIS DE CONVOCATION	663
1. Mentions obligatoires	663
2. Contentieux.....	666
B. PUBLICATION	667
1. Formalités.....	667
2. Contentieux.....	668
§3. INFORMATIONS PRÉALABLES	669
A. DOCUMENTS ADRESSÉS EN COPIE	669
B. MISE À DISPOSITION DE DOCUMENTS AU SIÈGE SOCIAL.....	669
C. DOCUMENTS PARTICULIERS	669

§4. ÉMISSION DES FORMULAIRES POUR LE VOTE À DISTANCE	670
§5. DROIT DE REPORT DE L'ASSEMBLÉE PAR L'ORGANE D'ADMINISTRATION	671
Section V. Tenue des assemblées générales	671
§1. PHASE CONSTITUTIVE.....	671
A. VÉRIFICATION DES FORMALITÉS LÉGALES ET STATUTAIRES	671
1. Principes généraux	671
2. Sociétés cotées	672
B. LA PARTICIPATION À DISTANCE.....	673
C. DÉPÔT ET VÉRIFICATION DES PROCURATIONS.....	674
D. LISTE DES PRÉSENCES.....	677
E. LE BUREAU ET LES PROCÈS-VERBAUX	677
§2. PHASE DÉLIBÉRATIVE.....	678
A. LE DROIT D'INTERPELLATION DES ACTIONNAIRES.....	678
B. EXERCICE DU DROIT DE VOTE	682
1. Actionnaires	682
2. Détenteurs de parts bénéficiaires.....	686
C. MAJORITÉS REQUISES ET QUORUMS DE PRÉSENCE	687
1. Règle générale	687
2. Majorités et quorums particuliers.....	687
a) Modification des statuts	687
b) Modification de l'objet social.....	687
c) Modification des droits respectifs des classes d'actions.....	688
D. SUSPENSION DU DROIT DE VOTE	688
E. LIMITES STATUTAIRES	689
F. LES PACTES DE VOTATION.....	691
1. Typologie	692
2. Régime légal	693
3. Exécution forcée	693
4. Annulation des décisions de l'assemblée générale.....	695
G. PROROGATION DE L'ASSEMBLÉE	695
H. LE DROIT DE VOTE ET LES ABUS.....	696
I. BLOCAGE AU SEIN DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	697
1. Avant le vote au sein de l'assemblée.....	697
a) La désignation d'un administrateur provisoire.....	697
b) Les actions basculantes.....	698
c) La décision contraignante d'un tiers	699
d) La prévention d'un abus de minorité	699
2. Après le vote au sein de l'assemblée.....	699
Section VI. L'assemblée générale des actionnaires selon le Code 2020	700

CHAPITRE 6. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES OBLIGATAIRES	703
Section I. Convocation de l'assemblée	703
Section II. Compétences de l'assemblée générale des obligataires	704
§1. ASSOULISSEMENT DES CONDITIONS DU PRÊT	704
§2. SUBSTITUTION D' ACTIONS AUX OBLIGATIONS.....	704
§3. AUTRES COMPÉTENCES	705
Section III. Participation à l'assemblée	705
Section IV. Tenue de l'assemblée	705
§1. LISTE DE PRÉSENCE	705
§2. QUORUM DE PRÉSENCE	705
§3. MAJORITÉ	706
§3. VOTE ÉLECTRONIQUE OU ACCORD ÉCRIT	706
Section V. Assemblées spéciales	706
Section VI. Modalités d'exercice du droit de vote	706
CHAPITRE 7. CAPITAL	707
Section I. Intégrité du capital	708
§1. RÉPARTITION BÉNÉFICIAIRE	708
A. RÉSERVES.....	708
1. Réserves obligatoires.....	708
2. Réserves statutaires	709
3. Réserves libres	709
4. Report à nouveau	709
B. DISTRIBUTIONS.....	710
1. Limites	710
2. Droit aux dividendes	710
3. Rapports chronologiques entre titulaires.....	712
4. Mode de paiement du dividende	712
5. Prescription.....	713
C. ACOMPTES SUR DIVIDENDES.....	713
D. DISTRIBUTION D'UN DIVIDENDE EXCEPTIONNEL PAR UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE	715
E. SANCTIONS	716
§2. ACQUISITION DE TITRES PROPRES.....	717
A. GÉNÉRALITÉS	717
1. Motifs.....	717
2. Nature juridique	718
3. Danger de l'acquisition de titres propres.....	718
4. Évolution de la législation	718
B. ACQUISITION DE TITRES PROPRES PAR LA SOCIÉTÉ ANONYME ELLE-MÊME.....	719

1. Conditions de l'acquisition	719
a) Règles générales (art. 7:215, § 1 ^{er} , al. 1 ^{er})	719
b) Dérogation partielle : dispense de décision de l'assemblée générale.....	721
c) Dérogation générale à toutes les conditions	722
2. Réglementation de la détention des actions propres.....	723
a) Droit de vote.....	723
b) Droit aux dividendes.....	723
c) Réserve indisponible	723
d) Information	723
3. Aliénation	723
a) Aliénation obligatoire dans un délai	723
b) Régime des aliénations	724
c) Sanctions	724
C. ACQUISITION DE TITRES D'UNE SOCIÉTÉ ANONYME PAR UNE FILIALE DIRECTE	725
1. Régime.....	725
2. Sanctions	726
D. ACQUISITION DE TITRES D'UNE SOCIÉTÉ ANONYME PAR UNE FILIALE INDIRECTE.....	726
1. Régime.....	726
2. Devoir d'information	726
§3. FINANCEMENT PAR UNE SOCIÉTÉ ANONYME DE L'ACQUISITION DE SES TITRES PAR UN TIERS.....	727
A. PRINCIPE	727
B. DÉROGATIONS	728
§4. PRISE EN GAGE D' ACTIONS, DE PARTS BÉNÉFICIAIRES OU DE CERTIFICATS PROPRES	729
A. PRINCIPE	729
B. EXCEPTIONS.....	729
C. SANCTIONS	729
§5. PARTICIPATIONS RÉCIPROQUES	729
A. CHAMP D'APPLICATION	729
B. PARTICIPATIONS RÉCIPROQUES ENTRE SOCIÉTÉ MÈRE ET SOCIÉTÉ FILIALE	730
§6. PERTES DU CAPITAL SOCIAL.....	731
A. RÉDUCTION DE L'ACTIF NET EN DESSOUS DE LA MOITIÉ OU DU QUART DU CAPITAL.....	731
1. Délibération requise.....	731
a) Perte de moitié	731
b) Perte des trois quarts.....	732
2. Sanctions	732
B. DIMINUTION DE L'ACTIF NET À UN MONTANT INFÉRIEUR AU MINIMUM LÉGAL DU CAPITAL.....	733
Section II. Augmentation du capital	733
§1. NOTION.....	733
§2. CONDITIONS DE FOND	734
A. L'ORGANE COMPÉTENT	734
B. RÈGLES DE BASE.....	734

1. Droit de préférence.....	734
2. Apports en nature.....	734
3. Souscription.....	735
4. Libération.....	735
C. HABILITATION STATUTAIRE REQUISE POUR QUE L'ORGANE D'ADMINISTRATION PUISSE AUGMENTER LE CAPITAL.....	735
1. Généralités.....	735
2. Autorisation limitée dans le temps mais renouvelable.....	736
3. Montant du capital autorisé.....	736
4. Rapport spécial de l'organe d'administration.....	737
5. Apports en nature d'un actionnaire significatif.....	737
D. SANCTIONS EN CAS DE VIOLATION DES CONDITIONS DE FOND.....	738
§ 3. CONDITIONS DE FORME.....	738
A. DÉCISION D'AUGMENTER LE CAPITAL.....	739
1. Par l'assemblée générale.....	739
2. Par l'organe d'administration.....	739
3. Nécessité d'un acte authentique au moins.....	739
4. Publicité légale.....	740
B. SANCTIONS.....	740
1. Décisions irrégulières.....	740
2. Défaut d'acte authentique.....	740
§4. LES DIFFÉRENTS TYPES D'AUGMENTATIONS DE CAPITAL.....	741
A. L'AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC APPORTS NOUVEAUX.....	741
1. Apports en numéraire.....	741
a) Compte spécial et attestation de dépôt.....	741
b) Rapport de l'organe d'administration et du commissaire.....	741
c) Respect du droit de préférence.....	741
2. Apports en nature.....	742
a) Rapports sur les apports en nature.....	742
b) Apport de créance.....	744
c) Apport d'obligations ordinaires.....	744
d) Dividende optionnel.....	745
B. AUGMENTATION DE CAPITAL DIFFÉRÉE.....	745
C. AUGMENTATION DE CAPITAL SANS APPORTS NOUVEAUX.....	746
1. Notion.....	746
2. Émission ou non de titres nouveaux.....	746
3. Réserves pouvant être incorporées au capital.....	746
§5. MESURES DE PROTECTION EN FAVEUR DES ACTIONNAIRES.....	746
A. AUGMENTATION DE CAPITAL EN DESSOUS DU PAIR COMPTABLE.....	746
1. Danger d'une telle opération.....	746
2. Réglementation.....	747

B.	PRIME D'ÉMISSION.....	748
1.	Justification.....	748
2.	Exemple.....	748
3.	Notion.....	749
C.	DROIT DE PRÉFÉRENCE.....	750
1.	Définition.....	750
2.	Conditions d'exercice et publicité.....	751
3.	Limitation ou suppression du droit de préférence.....	752
a)	Par l'assemblée générale.....	752
b)	Par l'organe d'administration.....	752
4.	Exception.....	753
5.	Limitation ou suppression du droit de préférence en faveur d'une ou de plusieurs personnes déterminées qui ne sont pas membres du personnel de la société ou de l'une de ses filiales (art. 7:193 et 7:200, 2°).....	753
6.	Droit de priorité.....	754
7.	Augmentation de capital réservée au personnel.....	755
a)	Règles de fond.....	755
b)	Procédure.....	756
c)	Les conditions techniques posées par l'article 7:204.....	757
8.	Prise ferme par une banque ou par un autre établissement financier.....	758
D.	MESURES PARTICULIÈRES EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION.....	758
1.	Paralysie partielle du capital autorisé.....	758
2.	Exceptions.....	759
§6.	L'AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE.....	759
Section III.	Réduction du capital	760
§1.	NOTION.....	760
§2.	DISPOSITIONS APPLICABLES À TOUTES LES RÉDUCTIONS DE CAPITAL.....	760
A.	DÉCISION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ACTÉE DEVANT NOTAIRE.....	760
B.	TRAITEMENT ÉGAL DES ACTIONNAIRES.....	761
§3.	RÉDUCTIONS DE CAPITAL REQUÉRANT LA PROTECTION DES CRÉANCIERS.....	761
§4.	RÉDUCTIONS DE CAPITAL SANS PROTECTION DES CRÉANCIERS (ART. 7:210).....	763
A.	RÉDUCTION DU CAPITAL EN VUE D'APURER UNE PERTE SUBIE OU EN VUE DE CONSTITUER UNE RÉSERVE POUR UNE PERTE PRÉVISIBLE.....	764
B.	RÉDUCTION DU CAPITAL EN VUE DE CONSTITUER UNE RÉSERVE INDISPONIBLE.....	764
C.	POSSIBILITÉ DE RÉDUIRE LE CAPITAL EN DESSOUS DU MONTANT DU CAPITAL MINIMAL.....	765
D.	RÉDUCTION DU CAPITAL À LA SUITE DE L'ANNULATION DES TITRES DE LA SOCIÉTÉ ACQUIS PAR ELLE EN VIOLATION DE LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE DE RACHAT D' ACTIONS PROPRES.....	765

TITRE 5. LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE	767
CHAPITRE 1. SIÈGE	771
Section I. Siège statutaire et administration centrale	771
Section II. Sanction de la non-coïncidence	771
Section III. Transfert	771
CHAPITRE 2. FORMATION	773
Section I. Modes de Constitution	773
§ 1. FUSION	773
§ 2. HOLDING	774
§ 3. TRANSFORMATION	774
§ 4. FILIALE	774
Section II. Capital	774
CHAPITRE 3. ADMINISTRATION	775
Section I. Administration moniste	775
Section II. Administration duale	776
CHAPITRE 4. IMPLICATION DES TRAVAILLEURS	777
CHAPITRE 5. COMPTES	779
CHAPITRE 6. RÉORGANISATIONS	781
CHAPITRE 7. SANCTIONS	783
TITRE 6. SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE ET SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE	785
CHAPITRE 1. ORIGINE ET CARACTÉRISTIQUES	787
Section I. La SRL	787
§ 1. ORIGINES	787
§ 2. CARACTÉRISTIQUES	787
Section II. La société coopérative	789
§ 1. ORIGINES	789
§ 2. CARACTÉRISTIQUES	791

CHAPITRE 2. CONSTITUTION	793
Section I. Conditions de fond	793
§1. CAPITALS PROPRES DE DÉPART SUFFISANTS	793
§2. SOUSCRIPTION ET LIBÉRATION DES APPORTS	794
§3. PARTICULARITÉS DE LA SC	795
A. DÉFINITION ET LIMITATION QUANT AU BUT	795
B. NOMBRE MINIMAL D'ACTIONNAIRES	795
Section II. Conditions de forme	796
Section III. Garantie, nullité et responsabilité	796
CHAPITRE 3. LES TITRES ET LEUR TRANSFERT	797
Section I. Les titres	797
§1. CATÉGORIES DE TITRES	797
§2. FORME DES TITRES	798
§3. PROPRIÉTÉ DES TITRES ET DÉMEMBREMENTS	799
Section II. Transfert des titres	800
§1. TRANSFERTS EN GÉNÉRAL	800
§2. RÉGIME DES TRANSFERTS DES ACTIONS DANS LA SRL	801
A. PRINCIPE D'AGRÉMENT	801
B. PROCÉDURE D'AGRÉMENT	801
C. REFUS D'AGRÉMENT	802
D. OFFRE DE REPRISE	803
§3. RÉGIME DES TRANSFERTS DES ACTIONS DANS LA SC	804
CHAPITRE 4. ADMINISTRATION	807
Section I. Organe d'administration	807
Section II. Statut de l'administrateur	808
§1. QUALITÉ	808
§2. DURÉE	808
§3. MODES DE NOMINATION	808
§4. RÉVOCATION	809
Section III. Conflits d'intérêts	810
Section IV. Responsabilité	810
CHAPITRE 5. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES	811
CHAPITRE 6. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES OBLIGATAIRES	813

CHAPITRE 7. PATRIMOINE	815
Section I. Intégrité du patrimoine et protection des créanciers	815
§1. RÉPARTITION BÉNÉFICIAIRE	815
§2. ACQUISITION D' ACTIONS OU DE CERTIFICATS PROPRES	816
§3. FINANCEMENT DE L' ACHAT D' ACTIONS PAR DES TIERS	817
§4. PERTES (PROCÉDURE DE SONNETTE D' ALARME)	818
Section II. Apports supplémentaires et émission de nouvelles actions	818
§1. SRL	818
§2. SC	819
Section III. Démission et exclusion à charge du patrimoine social	819
§1. DÉMISSION À CHARGE DU PATRIMOINE SOCIAL	819
A. RÈGLES COMMUNES AUX SRL ET AUX SC	819
B. RÈGLES SPÉCIFIQUES AUX SC	820
§2. EXCLUSION	821
A. PRINCIPE	821
B. PROCÉDURE	822
C. DÉMISSION DE PLEIN DROIT	823
§3. REMBOURSEMENT DES ACTIONS	823
CHAPITRE 8. TRANSFORMATION DES SOCIÉTÉS EXISTANTES	825
TITRE 7. AGRÉMENTS	827
CHAPITRE 1. SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRÉÉES	829
CHAPITRE 2. AGRÉMENT COMME ENTREPRISE SOCIALE	831
TITRE 8. SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE EUROPÉENNE	833
TITRE 9. RESTRUCTURATIONS DE SOCIÉTÉS EN DROIT INTERNE	835
CHAPITRE 1. FUSIONS ET SCISSIONS ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES ...	839
Section I. Généralités	839
§ 1. LES DIRECTIVES EUROPÉENNES	840
§ 2. LA LOI BELGE DU 29 JUIN 1993	840
Section II. Règlementation des fusions, scissions et opérations assimilées.	842
§ 1. FUSION OU SCISSION DE SOCIÉTÉS EN LIQUIDATION OU FAILLITE	842
§ 2. EFFETS JURIDIQUES DE LA FUSION OU DE LA SCISSION	842
A. TRANSFERT DU PATRIMOINE DE CHAQUE SOCIÉTÉ DISSOUTE AUX SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES	843

1. Principes	843
2. Exceptions.....	845
3. Disparition de la société dissoute	846
B. ÉCHANGE DES DROITS SOCIAUX	847
C. CLAUSES D'AGRÉMENT.....	848
§ 2. OPPOSABILITÉ AUX TIERS	849
§ 3. PROTECTION DES CRÉANCIERS.....	849
A. RÉGIME DES SÛRETÉS.....	849
B. ACTION PAULIENNE.....	850
§ 4. RÉGIME DE RESPONSABILITÉ.....	851
A. RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS.....	851
B. RESPONSABILITÉ CIVILE.....	851
C. RESPONSABILITÉ PÉNALE	852
§ 5. NULLITÉ DE LA FUSION OU DE LA SCISSION	852
A. CAUSES DE NULLITÉ	853
1. Soulte supérieure à dix pour cent.....	853
2. Absence d'acte authentique ou de rapports. Autres causes de nullité.....	854
3. Autres causes de nullité : nullité des décisions des assemblées générales	854
a) Violation des règles de forme.....	854
b) Excès de pouvoir et détournement de pouvoir	855
B. TITULAIRES DE L'ACTION EN NULLITÉ	855
C. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION EN NULLITÉ.....	855
D. PROCÉDURE DE RÉGULARISATION.....	856
E. EFFETS DE LA NULLITÉ.....	856
1. Dans l'ordre interne.....	856
2. À l'égard des tiers	857
Section III. Procédure de fusion et de scission	857
Sous-Section I. Les fusions	857
§ 1. LA FUSION PAR ABSORPTION.....	857
A. DÉFINITION ET ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES.....	857
B. PROCÉDURE	858
1. Préparation financière des fusions	858
2. Établissement du projet de fusion.....	859
a) Contenu du projet de fusion.....	859
b) Publicité.....	860
3. Information des associés et des tiers	860
a) Contenu de l'information.....	860
(i) Rapport de l'organe de gestion.....	860
(ii) Rapport de l'expert	861
(iii) État comptable intermédiaire	861
(iv) Modifications importantes de patrimoine durant la période intermédiaire.....	862

b) Communication de l'information	862
c) Information d'organismes de contrôle.....	863
4. Assemblées générales	863
a) Décision des assemblées générales	863
b) Procès-verbaux des assemblées générales	864
c) Modification des statuts et de l'objet social	864
d) Réalisation de la fusion.....	865
5. Publicité de la fusion.....	865
6. Répartition des titres	865
7. Comptes annuels.....	865
§ 2. FUSION PAR CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE.....	866
A. DÉFINITION ET ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES.....	866
B. PROCÉDURE	866
1. Constitution d'une société nouvelle	866
2. Approbation des statuts et du projet d'acte constitutif de la nouvelle société	867
3. Réalisation de la fusion	867
C. MISE EN ŒUVRE DE LA FUSION.....	868
D. RESPONSABILITÉ	868
E. NULLITÉ	868
§ 3. OPÉRATIONS ASSIMILÉES À LA FUSION PAR ABSORPTION	868
A. DÉFINITION.....	868
1. Opération de fusion par absorption de filiales détenues directement à 100 %.....	868
2. Opération de fusion par absorption de filiales détenues à 100 %.....	869
B. PROCÉDURE	869
C. MISE EN ŒUVRE DE LA FUSION.....	870
D. RESPONSABILITÉ	870
E. NULLITÉ	870
§ 4. AUTRES TECHNIQUES ABOUTISSANT AU MÊME RÉSULTAT QUE LA FUSION.....	870
§ 5. RÉGIME COMPTABLE DES FUSIONS.....	871
Sous-section II. Les scissions.....	874
§ 1. LA SCISSION PAR ABSORPTION.....	874
A. DÉFINITION ET ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES.....	874
B. PROCÉDURE	874
1. Préparation financière des scissions	875
2. Établissement du projet de scission	875
a) Contenu du projet de scission.....	875
b) Publication du projet de scission.....	875
3. Information des associés et des tiers	875
4. Assemblées générales	876

5. Publicité de la scission	876
C. MISE EN ŒUVRE DE LA SCISSION.....	877
1. Effets de la scission.....	877
a) Transfert du patrimoine de la société scindée aux sociétés bénéficiaires..	877
b) Scission asymétrique.....	877
c) Responsabilité.....	878
§ 2. LA SCISSION PAR CONSTITUTION DE NOUVELLES SOCIÉTÉS	878
A. DÉFINITION ET ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES.....	878
B. PROCÉDURE	878
1. Constitution de sociétés nouvelles	879
2. Établissement du projet de scission	879
3. Information des associés et des tiers	879
4. Approbation des statuts et du projet d'acte constitutif des nouvelles sociétés ..	880
5. Réalisation de la scission.....	880
C. MISE EN ŒUVRE DE LA SCISSION.....	880
D. RESPONSABILITÉ	880
E. NULLITÉ	880
§ 3. LA SCISSION MIXTE	881
A. DÉFINITION.....	881
B. PROCÉDURE	881
§ 4. LA SCISSION PARTIELLE	881
A. DÉFINITION ET ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES.....	881
B. PROCÉDURE ET RÈGLES APPLICABLES.....	883
1. Mise en œuvre de la scission partielle et établissement des rapports spéciaux..	883
2. Effets de la scission partielle.....	884
3. Protection des créanciers	884
4. Traitement fiscal.....	884
§ 5. LA SCISSION SILENCIEUSE.....	884
§ 6. RÉGIME COMPTABLE DES SCISSIONS.....	885

CHAPITRE 2. APPORTS D'UNIVERSALITÉ OU DE BRANCHE D'ACTIVITÉ

887

Section I. **Notion et effets**.....

887

§ 1. NOTIONS.....

887

A. DÉFINITIONS

887

1. Apport d'universalité

887

2. Apport de branche d'activité

887

B. PERSONNALITÉ DE L'APPORTEUR

888

C. CESSIONS ASSIMILÉES

888

D. CARACTÈRE OBLIGATOIRE OU FACULTATIF

889

§ 2. EFFETS	889
A. ATTRIBUTION D' ACTIONS	889
B. TRANSFERT DE PATRIMOINE	890
1. Principe	890
2. Éléments omis	890
§ 3. PROTECTION DES TIERS	891
A. SÛRETÉS	891
B. RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE	891
C. INTERDICTION DES SOULTES	891
Section II. Procédure	891
§ 1. PROJET D' APPORT	891
§ 2. RAPPORTS ET DÉCISIONS	892
§ 3. SANCTION	892
§ 4. RÉGIME COMPTABLE DES APPORTS D' UNIVERSALITÉ ET DE BRANCHES D' ACTIVITÉS	893
CHAPITRE 3. TRANSFORMATION NATIONALE	895
Section I. Notions et effets	895
§ 1. HISTORIQUE	895
§ 2. NOTION	896
§ 3. EFFETS	896
§ 4. PROTECTION DES CRÉANCIERS	897
Section II. Procédure	897
§ 1. RÉDACTION D' UN ÉTAT ACTIF ET PASSIF ET DES RAPPORTS	897
§ 2. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	897
A. DÉCISION À L' UNANIMITÉ	898
B. DÉCISION À LA MAJORITÉ QUALIFIÉE	898
C. DÉMISSION	898
D. ACTE AUTHENTIQUE	898
§ 3. STATUTS	898
§ 4. SANCTIONS	898
§ 5. RÉGIMES DÉROGATOIRES POUR LES SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF	899
CHAPITRE 4. TRANSFORMATION TRANSFRONTALIÈRE	901
Section I. Notions et effets	901
Section II. Procédure d'émigration	902
§ 1. CHAMP D' APPLICATION	902
§ 2. LES FORMALITÉS ANTÉRIEURES À LA DÉCISION DE TRANSFORMATION	902
§ 3. LA DÉCISION DE TRANSFORMATION ET LES FORMALITÉS ULTÉRIEURES	903
Section III. Procédure d'immigration	905

CHAPITRE 5. OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION	907
Section I. Principes	907
§1. DÉFINITION ET MÉCANISME.....	907
§2. RÉGLEMENTATION.....	908
§3. BUT	910
Section II. La loi du 1 ^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition et les arrêtés royaux d'exécution du 27 avril 2007	911
Section III. Le régime de l'OPA volontaire.....	912
§1. CHAMP D'APPLICATION	912
A. CHAMP D'APPLICATION <i>RATIONE MATERIAE</i>	912
B. CHAMP D'APPLICATION <i>RATIONE LOCI</i>	913
§2. CONDITIONS DE L'OFFRE.....	914
A. OFFRE À 100 %.....	914
B. DISPONIBILITÉ DES CONTREPARTIES	914
C. CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION ET OFFRE SÉRIEUSE	915
D. OFFRE PORTANT SUR DES TITRES DE CATÉGORIES DIFFÉRENTES.....	915
E. RÉCEPTION DES ACCEPTATIONS ET PAIEMENT DU PRIX	915
F. CONCURRENCE.....	915
§3. PROCÉDURE.....	916
A. <i>PUT UP OR SHUT UP</i>	916
B. AVIS.....	916
C. PROSPECTUS.....	917
D. AVIS SUR LE PROSPECTUS ET MÉMOIRE EN RÉPONSE.....	918
E. COMMUNICATIONS À CARACTÈRE PROMOTIONNEL	920
F. CONSULTATION ET INFORMATION DU PERSONNEL	920
§4. CONSÉQUENCES DE L'OUVERTURE DE L'OPA OU DE L'OPE	920
A. EFFETS SUR LA SOCIÉTÉ VISÉE	921
B. EFFETS SUR L'OFFRANT.....	921
C. EFFETS SUR L'ENSEMBLE DES PARTIES À L'OFFRE.....	922
D. EFFETS SUR L'APPLICATION DES CLAUSES D'AGRÈMENT ET DE PRÉEMPTION	922
§5. PRIX DE L'OFFRE	922
§6. DURÉE, CLÔTURE ET RÉOUVERTURE DE L'OFFRE.....	923
A. DURÉE.....	923
B. CLÔTURE.....	923
C. RÉOUVERTURE.....	924
1. Réouverture obligatoire.....	924
2. Faculté de réouverture	924
§7. CONTRE-OFFRES ET SURENCHÈRES	924
§8. MESURES DE DÉFENSE	925
A. GÉNÉRALITÉS	925

B.	TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE OPA.....	925
C.	RÉGIME LÉGAL.....	927
1.	Opérations portant sur le patrimoine de la société.....	928
2.	Opérations portant sur le capital de la société.....	928
3.	Rachat de titres propres.....	929
4.	Notification des émissions de titres et autres mesures de défense.....	929
§9.	RÉGIMES SPÉCIAUX.....	929
A.	OPA DE RAMASSAGE.....	929
B.	OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DE TITRES AVEC DROIT DE VOTE, D'OBLIGATIONS OU D'AUTRES TITRES DE CRÉANCE.....	930
C.	OPA SUR DES CERTIFICATS IMMOBILIERS ET AUTRES TITRES DE CRÉANCE.....	931
Section IV. Le régime de l'OPA obligatoire.....		931
§1.	HISTORIQUE.....	931
§2.	CHAMP D'APPLICATION.....	933
§3.	LE CRITÈRE DÉCLENCHEUR DE L'OPA OBLIGATOIRE.....	934
A.	LE PRINCIPE AFFIRMÉ : FRANCHISSEMENT DU SEUIL DE 30 % DES TITRES AVEC DROIT DE VOTE (OU DU SEUIL DE 50 % POUR LES SOCIÉTÉS DONT LES TITRES SONT COTÉS SUR UN MTS).....	934
1.	Base légale.....	934
2.	Calcul du seuil.....	935
B.	LA RÉALITÉ : 30 %, 50 % OU LE CONTRÔLE SELON LA SITUATION ENVISAGÉE.....	936
C.	DÉFINITIONS : « ENTREPRISE DÉTENTRICE » ET « PERSONNES AGISSANT DE CONCERT ».....	936
1.	Entreprise détentrice.....	936
2.	Personnes agissant de concert/ Accord d'action de concert.....	937
a)	Une double définition.....	937
i.	Accord visant à obtenir ou maintenir le contrôle ou visant à faire échouer une offre.....	937
ii.	Accord portant sur l'exercice concerté des droits de vote.....	938
b)	Présomption d'action de concert.....	939
D.	L'ACQUISITION COMME CRITÈRE DE DÉCLENCHEMENT DE L'OPA OBLIGATOIRE.....	940
E.	LES DIFFÉRENTES HYPOTHÈSES DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL.....	940
1.	Franchissement de seuil direct par une personne seule (art. 50, § 1 ^{er} , A.R. OPA).....	940
a)	Art. 50, § 1 ^{er} : le principe.....	940
b)	Art. 50, § 2 : le calcul du seuil.....	941
c)	Art. 50, § 3 : acquisitions prises en compte.....	941
2.	Franchissement de seuil direct par des personnes agissant de concert (art. 50, § 4, A.R. OPA).....	941
3.	Franchissement de seuil indirect par une personne seule (art. 51, § 1 ^{er} , A.R. OPA).....	942
a)	Principe.....	942
b)	Réintroduction de la notion de contrôle.....	942
i.	L'acquisition du contrôle conjoint.....	942

ii. Le passage d'un contrôle de fait à un contrôle de droit.....	942
iii. Le passage d'un contrôle conjoint à un contrôle exclusif (et inversement)	943
iv. Appréciation de la notion de contrôle.....	944
c) Détermination de l'acquisition de contrôle.....	944
4. Franchissement de seuil indirect par des personnes agissant de concert (art. 51, § 4, A.R. OPA)	944
5. Certaines actions de concert suivies d'une acquisition ou cession de titres (art. 50, § 7, et art. 51, § 7, A.R. OPA).....	945
a) Action de concert par des parties qui détiennent ensemble plus de 30 % des titres avec droit de vote de la société visée (art. 50, § 7, A.R. OPA)	945
b) Action de concert par des parties qui détiennent ensemble plus de 50 % des titres avec droit de vote de l'entreprise détentrice ou d'une personne qui exerce de manière directe ou indirecte le contrôle de droit sur l'entreprise détentrice	946
6. Le cas particulier de l'annulation de titres	947
§4. LES EXCEPTIONS	948
§5. LE PRIX DE L'OPA OBLIGATOIRE	950
A. PRIX LE PLUS ÉLEVÉ	950
B. PRIX EN ESPÈCES, EN TITRES, OU COMBINAISON DES DEUX.....	951
C. MODIFICATION DE PRIX PAR LA FSMA	951
§6. LES MESURES TRANSITOIRES	952
A. GÉNÉRALITÉS	952
B. LA DISPENSE	953
1. Principe.....	953
2. Conditions	953
3. Bénéficiaires	954
4. Les opérations exemptées.....	955
5. Perte de la dispense	955
Section V. L'offre publique de reprise et le rachat obligatoire	956
§1. PRÉSENTATION DE CES DEUX NOTIONS ET CADRE LÉGISLATIF	956
§2. L'ARTICLE 7:82, § 1 ^{ER} , DU CODE DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS : LE PRINCIPE	957
A. SOCIÉTÉS VISÉES.....	957
B. SEUIL DE 95 % DES TITRES AVEC DROIT DE VOTE	958
C. NOTION D'ACTION DE CONCERT – TITRES DÉTENUS PAR LA SOCIÉTÉ ELLE-MÊME.....	958
D. OBJET DE L'OFFRE : LA TOTALITÉ DES TITRES AVEC DROIT DE VOTE OU DONNANT ACCÈS AU DROIT DE VOTE.....	958
§3. LA PROCÉDURE DE L'OPR AUTONOME.....	958
A. PRIX.....	958
1. Espèces	958
2. Prix	959
B. PROCÉDURE	960

1. Avis à la FSMA.....	960
2. Rapport de l'expert indépendant	960
3. Possibilité de formuler des griefs.....	961
4. Mémoire en réponse	961
5. Période d'offre.....	961
§4. LA PROCÉDURE DE L'OPR SIMPLIFIÉE (APRÈS OFFRE PUBLIQUE VOLONTAIRE OU OBLIGATOIRE)...	962
A. OPR SIMPLIFIÉE APRÈS OFFRE VOLONTAIRE.....	962
1. Conditions de la mise en œuvre de l'OPR simplifiée : un triple seuil	962
2. Contrepartie : espèces ou titres	962
3. Procédure.....	962
B. OPR SIMPLIFIÉE APRÈS OFFRE OBLIGATOIRE	963
§5. L'OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT (« SELL-OUT »)	963
A. CONDITIONS D'APPLICATION.....	963
B. PRIX DU RACHAT OBLIGATOIRE.....	963
C. PROCÉDURE	964
Section VI. Rôle de la FSMA	964
§1. COMPÉTENCE EXCLUSIVE DE LA FSMA.....	964
§2. POUVOIRS DE LA FSMA.....	965
A. POUVOIR DE DÉROGATION	965
B. DEMANDE DE RENSEIGNEMENT	965
C. POUVOIR DE PRENDRE DES MESURES ET D'ADRESSER DES INJONCTIONS	965
D. POUVOIR D'INFLIGER UNE ASTREINTE OU UNE AMENDE ADMINISTRATIVE	966
Section VII. Le contentieux OPA	966
TITRE 10. SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES AYANT UNE SUCCURSALE EN BELGIQUE	969
CHAPITRE 1. PRINCIPES	971
CHAPITRE 2. MESURES DE PUBLICITÉ	973
Section I. Publicité des actes	973
Section II. Publication des comptes	974
Section III. Pluralité de succursales	974
Section IV. Indication dans les actes	974
CHAPITRE 3. RESPONSABILITÉ	975

TITRE 11. GROUPEMENT ET GROUPEMENT EUROPÉEN D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE	977
CHAPITRE 1. GROUPEMENT EUROPÉEN D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE ..	979
Section I. Conditions de fond	980
Section II. Conditions de forme	982
CHAPITRE 2. GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE (ABROGÉ) ..	985
TITRE 12. ENTREPRISE AGRICOLE, GROUPEMENT FORESTIER ET COOPÉRATIVE DE PARTICIPATION	987
CHAPITRE 1. ENTREPRISE AGRICOLE	989
CHAPITRE 2. GROUPEMENT FORESTIER	991
CHAPITRE 3. COOPÉRATIVE DE PARTICIPATION	993
TITRE 13. GROUPES DE SOCIÉTÉS	995
CHAPITRE 1. GÉNÉRALITÉS	997
Section I. Notions	997
Section II. Avantages et inconvénients des groupes	997
Section III. Législation belge	998
§1. CONTRÔLE	998
§2. CONSORTIUM	998
§3. SOCIÉTÉS LIÉES ET ASSOCIÉES	999
§4. PARTICIPATION	999
CHAPITRE 2. RELATIONS ENTRE LES SOCIÉTÉS D'UN GROUPE	1001

LIVRE III

DROIT FINANCIER APPLICABLE AUX SOCIÉTÉS COTÉES

TITRE 1. INTRODUCTION	1007
TITRE 2. LES MARCHÉS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	1011
CHAPITRE 1. LES PRODUITS FINANCIERS ET LES MARCHÉS FINANCIERS	1013
Section I. Les produits financiers	1013

Section II. Les marchés financiers	1016
§1. DÉFINITION ET ENCADREMENT JURIDIQUE.....	1016
§2. NOTIONS DE BASE CONCERNANT LES MARCHÉS FINANCIERS	1018
A. LE MARCHÉ ET LES MARCHÉS	1018
B. LA DISTINCTION ENTRE LE MARCHÉ PRIMAIRE ET LE MARCHÉ SECONDAIRE	1019
C. LES MARCHÉS GOUVERNÉS PAR LES ORDRES ET LES MARCHÉS GOUVERNÉS PAR LES PRIX.....	1020
1. Les marchés gouvernés par les ordres.....	1020
2. Les marchés gouvernés par les prix.....	1020
D. LES PLATEFORMES DE NÉGOCIATION, LES INTERNALISATEURS SYSTÉMATIQUES ET LES MARCHÉS DE GRÉ À GRÉ.....	1021
1. Les marchés multilatéraux ou plateformes de négociation.....	1021
2. Les internalisateurs systématiques	1022
3. Les marchés informels ou de gré à gré.....	1022
SECTION 3. DROIT BELGE DES INFRASTRUCTURES DES MARCHÉS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	1023
§1. LOI DU 21 NOVEMBRE 2017 RELATIVE AUX INFRASTRUCTURES DES MARCHÉS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	1023
§2. EURONEXT BRUXELLES.....	1024
§3. LA NATIONALITÉ DES MARCHÉS.....	1026
§4. OBLIGATION DE RECOURIR À UN INTERMÉDIAIRE QUALIFIÉ.....	1027
§5. RÉGLEMENTATION DE L'APPEL AUX FONDS DU PUBLIC	1029
A. CADRE GÉNÉRAL	1029
B. MONOPOLE EN MATIÈRE D'APPEL AU PUBLIC EN VUE DE RECEVOIR DES FONDS REMBOURSABLES.....	1029
1. Origine de la disposition	1029
2. Commentaire	1030
TITRE 3. OFFRES, ADMISSIONS À LA NÉGOCIATION ET INSTRUMENTS DE PLACEMENT	1033
CHAPITRE 1. OFFRES AU PUBLIC ET ADMISSIONS À LA NÉGOCIATION SUR UN MARCHÉ RÉGLEMENTÉ OU SUR UN MTF – ACTIONS ET OBLIGATIONS	1035
Section I. Introduction	1035
Section II. Champ d'application	1037
§1. QUELQUES DÉFINITIONS PRÉALABLES.....	1037
A. OFFRE AU PUBLIC	1037
B. ADMISSION À LA NÉGOCIATION SUR UN MARCHÉ RÉGLEMENTÉ OU SUR UN MTF	1037
C. VALEURS MOBILIÈRES	1037
D. INSTRUMENT DE PLACEMENT	1038
§2. SEUILS	1039
A. OFFRES AU PUBLIC.....	1039

B. ADMISSION À LA NÉGOCIATION SUR UN MARCHÉ RÉGLEMENTÉ OU UN MTF.....	1040
§3. EXCLUSIONS DE CERTAINES CATÉGORIES DE VALEURS MOBILIÈRES	1040
Section III. Prospectus et note d'information.....	1041
§1. OBLIGATION DE PUBLIER UN PROSPECTUS OU UNE NOTE D'INFORMATION	1041
A. INTRODUCTION.....	1041
B. OPÉRATIONS DISPENSÉES DE L'OBLIGATION DE PUBLIER UN PROSPECTUS OU UNE NOTE D'INFORMATION	1041
1. Dispense concernant des offres publiques.....	1042
2. Dispenses concernant des admissions à la négociation	1043
§2. CONTENU	1044
A. PROSPECTUS ET NOTE D'INFORMATION	1044
B. CONSIDÉRATIONS RELATIVES À L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT.....	1045
C. RÉSUMÉ	1046
D. FACTEURS DE RISQUE.....	1046
E. PRIX ET NOMBRE DÉFINITIFS	1047
F. OMISSION D'INFORMATIONS.....	1047
§3. FORME DU PROSPECTUS.....	1048
§4. PROCÉDURE ET DÉLAI D'APPROBATION.....	1048
A. PROSPECTUS.....	1048
B. NOTE D'INFORMATION	1049
§5. PUBLICATION	1049
A. PROSPECTUS.....	1049
B. NOTE D'INFORMATION	1050
§6. SUPPLÉMENT.....	1050
Section IV. Communications à caractère promotionnel et autres documents et avis se rapportant à l'opération.....	1051
§1. INTRODUCTION	1051
§2. CHAMP D'APPLICATION.....	1051
§3. CONTENU	1052
§4. APPROBATION PAR LA FSMA	1052
Section V. Intermédiation et monopole d'intermédiation	1053
Section VI. Responsabilité	1054
Section VII. Communication publique en dehors d'une offre au public.....	1058
TITRE 4. LES OBLIGATIONS D'INFORMATION DES SOCIÉTÉS COTÉES ET LA TRANSPARENCE DE L'ACTIONNARIAT.....	1059
CHAPITRE 1. DIRECTIVE TRANSPARENCE ET DROIT BELGE.....	1061
Section I. Introduction.....	1061
Section II. Directive transparence.....	1061

Section III. Droit belge	1063
§ 1. BASE LÉGALE.....	1063
§ 2. ARRÊTÉ ROYAL DU 14 NOVEMBRE 2007	1064
A. OBLIGATION DE METTRE À LA DISPOSITION DU PUBLIC TOUTES LES INFORMATIONS NÉCESSAIRES À LA TRANSPARENCE, À L'INTÉGRITÉ ET AU BON FONCTIONNEMENT DES MARCHÉS.....	1064
B. OBLIGATIONS D'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT, DE PUBLICATION D'INFORMATIONS RELATIVES À L'EXERCICE DES DROITS DES DÉTENTEURS DE TITRES ET À LEUR PARTICIPATION AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES	1064
C. OBLIGATION DE RENDRE PUBLIQUE DÈS QUE POSSIBLE TOUTE INFORMATION PRIVILÉGIÉE CONCERNANT DIRECTEMENT L'ÉMETTEUR.....	1064
D. INFORMATIONS PÉRIODIQUES	1065
E. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES ET AUTRES INFORMATIONS.....	1066
F. PUBLICATION, STOCKAGE ET TRANSMISSION DES INFORMATIONS.....	1066
G. LISTE DES DOCUMENTS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TRANSMIS À LA FSMA.....	1066
H. CONTRÔLE PAR LA FSMA.....	1068
 CHAPITRE 2. OBLIGATION GÉNÉRALE D'INFORMATION ?	1069
Section I. Question	1069
Section II. Droit des sociétés	1069
Section III. Loi du 2 mars 1989	1070
§ 1. PRINCIPE.....	1070
§ 2. JURISPRUDENCE FAVORABLE À UN DROIT SUBJECTIF LARGE À L'INFORMATION	1070
§ 3. CRITIQUES DE LA DOCTRINE	1071
§ 4. ARRÊT DU 19 JANVIER 2001 DE LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES	1072
 CHAPITRE 3. LA PUBLICITÉ DES PARTICIPATIONS IMPORTANTES DANS LES SOCIÉTÉS COTÉES	1075
Section I. Présentation	1075
§ 1. OBJECTIFS DE LA RÉGLEMENTATION	1075
§ 2. DISPOSITIONS APPLICABLES.....	1075
§ 3. CONTRÔLE.....	1076
Section II. Notification de participation	1076
§ 1. SOCIÉTÉS VISÉES PAR L'OBLIGATION DE NOTIFICATION	1076
§ 2. PARTICIPATIONS DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE NOTIFICATION	1077
A. PARTICIPATIONS CONFÉRANT LE DROIT DE VOTE	1077
B. PARTICIPATIONS VISÉES.....	1077
1. Titres conférant le droit de vote.....	1077
2. Instruments financiers assimilés.....	1077
3. Droits de vote.....	1079
§ 3. ÉVÉNEMENTS DONNANT LIEU À NOTIFICATION.....	1080

A.	PRINCIPES	1080
B.	EXEMPTIONS	1080
C.	OPÉRATIONS À COURT TERME	1081
D.	CALCUL DES QUOTITÉS – AGRÉGATION	1081
§ 4.	QUOTITÉ DE DROITS DE VOTE ET FRANCHISSEMENT DE SEUILS ENTRAÎNANT L’OBLIGATION DE NOTIFICATION	1082
A.	DÉFINITIONS ET PRINCIPE.....	1082
B.	TYPES DE SEUILS.....	1082
C.	CALCUL DE LA QUOTITÉ DE DROITS DE VOTE.....	1083
1.	Calcul du numérateur et du dénominateur.....	1083
2.	Information concernant le dénominateur.....	1084
§ 5.	PERSONNES TENUES À NOTIFICATION	1084
A.	RÈGLES DE BASE.....	1084
B.	PRÉCISIONS CONCERNANT LA DÉTENTION INDIRECTE DE TITRES.....	1085
1.	Titres détenus par une personne agissant pour le compte d’autrui	1085
2.	Titres détenus par une entreprise contrôlée	1085
3.	Acquisition ou cession du contrôle d’une entreprise qui détient des titres conférant le droit de vote d’un émetteur	1086
4.	Précisions complémentaires relatives aux points a), b) et c)	1086
C.	TITRES DÉTENUS PAR DES PERSONNES AGISSANT DE CONCERT.....	1087
1.	Définition de l’action de concert.....	1087
2.	Obligation de notification en cas d’action de concert.....	1088
D.	MANDAT ET NOTIFICATION COMMUNE.....	1089
E.	CAS PARTICULIER : TITRES POSSÉDÉS EN INDIVISION, DONNÉS EN GAGE OU GREVÉS D’USUFRUIT ; TITRES FAISANT L’OBJET D’UNE CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE À TITRE ONÉREUX, D’UN DÉPÔT OU D’UNE PROCURATION ; TITRES DÉTENUS PAR UN OPC	1089
Section III.	Aspects pratiques (mise à jour du 27 janvier 2017)	1090
Section IV.	Obligations des émetteurs	1090
Section V.	Conséquences civiles, administratives et pénales	1090
A.	APERÇU.....	1090
B.	CONSÉQUENCES CIVILES	1091
1.	Mesures automatiquement applicables.....	1091
2.	Mesures pouvant être prises par le conseil d’administration	1091
3.	Mesures pouvant être imposées par le juge.....	1091
4.	Conséquences administratives.....	1092
5.	Conséquences pénales	1092
CHAPITRE 4.	BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS	1093

TITRE 5. LES RÈGLES DE CONDUITE ET LES ABUS DE MARCHÉ	1095
CHAPITRE 1. LES RÈGLES DE CONDUITE	1097
Section I. Les règles de conduite des entreprises réglementées	1097
§ 1. CADRE LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE	1097
§ 2. CHAMP D'APPLICATION : « ENTREPRISES RÉGLEMENTÉES »	1099
§ 3. RÈGLES DE CONDUITE.....	1100
Section II. Les règles de conduite en cas d'émissions	1105
Section III. Les règles de conduite des participants du marché	1106
Section IV. Les pouvoirs particuliers de la FSMA	1106
§ 1. LE POUVOIR DE DÉROGER.....	1106
§ 2. LE POUVOIR DE PRENDRE DES RÈGLEMENTS	1107
CHAPITRE 2. LE CONTRÔLE DES MARCHÉS PAR LA FSMA	1109
Section I. La portée du contrôle de la FSMA	1109
Section II. Les pouvoirs d'investigation de la FSMA	1110
Section III. Les pouvoirs d'injonction et de sanction de la FSMA	1110
§ 1. LE POUVOIR D'INJONCTION.....	1110
§ 2. LE POUVOIR DE SANCTION.....	1111
A. AMENDE ADMINISTRATIVE – MONTANT – PERSONNES VISÉES	1111
B. AMENDE ADMINISTRATIVE – PROCÉDURE	1111
CHAPITRE 3. LES ABUS DE MARCHÉ	1115
Section I. Introduction	1115
Section II. Nouveau cadre réglementaire	1116
§ 1. L'ADAPTATION DU DROIT BELGE SUITE À L'ADOPTION DU NOUVEAU CADRE EUROPÉEN	1116
§ 2. LE RÈGLEMENT RELATIF AUX ABUS DE MARCHÉ.....	1117
§ 3. LA DIRECTIVE RELATIVE AUX ABUS DE MARCHÉ.....	1118
§ 4. LA COEXISTENCE DE PROCÉDURES ET DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES.....	1119
Section III. L'information privilégiée	1121
§ 1. DÉFINITION	1121
§ 2. UNE INFORMATION SUFFISAMMENT PRÉCISE ET SUSCEPTIBLE D'AVOIR UNE INFLUENCE SUR LE COURS	1121
§ 3. UNE INFORMATION QUI N'A PAS ÉTÉ RENDUE PUBLIQUE.....	1123
§ 4. L'OBJET DE L'INFORMATION PRIVILÉGIÉE	1124
§ 5. L'INFLUENCE SUR LE COURS	1125
Section IV. Les mesures préventives	1126
§ 1. LES LISTES D'INITIÉS	1126

§2. NOTIFICATION DES TRANSACTIONS DE DIRIGEANTS.....	1126
§3. <i>DEALING CODE</i>	1127
Section V. Les interdictions	1127
§1. INTERDICTION DES OPÉRATIONS D’INITIÉS ET DE LA DIVULGATION ILLICITE D’INFORMATIONS PRIVILÉGIÉES.....	1127
§2. INTERDICTION DES MANIPULATIONS DE MARCHÉ.....	1128
§3. LA RECHERCHE ET LA RÉPRESSION DES ABUS DE MARCHÉ.....	1130
Section VI. Les sanctions	1130
Sous-Section I. – Les infractions administratives et pénales en relation avec les abus de marché	1130
§1. LES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES ET PÉNALES	1130
§2. LES INFRACTIONS.....	1131
Sous-Section II. – Les infractions pénales.....	1131
§1. L’ESCROQUERIE AU MOYEN DE TRANSACTIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	1131
§2. LES MANIPULATIONS DE MARCHÉ.....	1132
§3. LE DÉLIT D’INITIÉ.....	1132
TITRE 6. CONCLUSION	1133
Bibliographie	1135
Examens de jurisprudence	1149
Ouvrages cités par le nom de l’auteur	1153
Index alphabétique	1155
Table des matières	1167